

Une voix: C'est le chef des gourous.

M. Andre: Le député affirme qu'il n'est pas leur gourou mais à bien des reprises depuis que nous sommes de retour, il a parlé du remède keynésien classique à prescrire quand l'économie est malade: accroître le déficit, dépenser davantage pour relancer la demande, créer de l'emploi et tout va rentrer dans l'ordre. Voilà ce qu'ils ne cessent de dire.

Ce n'est pas tout: les politiques ou les méthodes keynésiennes ont aussi quelque chose de néfaste. Car elles peuvent engendrer de l'inflation. Elles incitent les gouvernements à accumuler des excédents quand l'économie est en surchauffe. C'est là une chose presque impossible en régime démocratique. Un gouvernement est pratiquement incapable d'enregistrer un excédent, car les projets de dépenses dont rêvent les hommes politiques, les bureaucrates et les autres sont considérables. Quelle que soit la gravité du marasme économique, ils trouvent toujours des justes causes pour dépenser de l'argent. Il est pratiquement impossible d'enregistrer les excédents voulus pour compenser les déficits auxquels il faut consentir pour stimuler l'économie.

D'un autre côté, ce genre de système est facteur d'inflation. En théorie, les gouvernements stimulent la demande et créent des emplois en dépensant davantage et en injectant plus d'argent dans l'économie. Néanmoins, l'effet n'est pas immédiat. Quand vous stimulez la demande, aussitôt les prix augmentent. L'augmentation de la demande provoque avant tout une majoration des prix. Quand les prix ont augmenté, l'offre augmente aussi. La hausse des prix se reflète sur la nouvelle production et vous atteignez un nouveau palier. Ce processus engendre l'inflation et c'est cela qui cloche dans l'approche du Nouveau parti démocratique. Ce dernier parle d'accroître les dépenses gouvernementales, de stimuler la demande et, du même coup, de combattre l'inflation. Peut-être, mais cela ferait augmenter l'inflation davantage. C'est ce qui se passe partout.

Par conséquent, quand le ministre des Finances a parlé d'une économie reposant sur l'offre, les députés Néo-démocrates ont eu un sursaut d'inquiétude, car pour eux cela signifie Néo-conservatisme ou une chose du même genre et cela les effraie. Quand le ministre des Finances a parlé d'une économie de l'offre, il commençait à être sur la bonne voie. Malheureusement, ce genre de propos ne l'engage pas plus que lorsqu'il parle de limiter les dépenses gouvernementales alors qu'elles augmentent. Ce sont de belles paroles, mais rien de plus. Il parle de l'économie de l'offre, mais sans rien faire de concret en ce sens. Nous continuons à nous accommoder tant bien que mal de la vieille économie de la demande ou de l'approche keynésienne, sans aucun changement à l'horizon.

Si le ministre cherchait sincèrement à établir une économie de l'offre, quels en seraient les indices? Nous aurions constaté dans ce budget une augmentation des dépenses destinées à la science et à la technologie, par exemple. Nous aurions vu un accroissement des investissements dans le secteur productif de notre économie, le secteur de l'offre. Nous aurions constaté, par exemple, certains changements fiscaux cherchant directement à accroître la productivité. Ce genre d'approche n'a rien de nouveau dans notre monde économique. A un journaliste du *Globe and Mail* qui lui demandait pourquoi le Japon et l'Allemagne semblaient très bien se tirer d'affaire, contrairement au Canada, alors qu'ils devaient payer l'énergie au prix mondial, le ministre des Finances a répondu que c'était une

Impôt sur le revenu—Loi

question de mentalité. Le ministre se plaint de notre piètre rendement comparativement aux Japonais et aux Allemands. Je suppose que les Canadiens sont plus paresseux que les Japonais ou les Allemands. En fait, s'il regardait ce que le gouvernement démocrate chrétien a fait pour encourager la productivité, le côté offre de l'économie, si vous voulez, au cours des années 50 et au début des années 60, il en tirerait un enseignement précieux sur les moyens d'accroître la productivité. J'ajouterais qu'il devrait faire de même à l'égard du Japon, pays qui a connu des hausses de productivité absolument spectaculaires, au point qu'en quelques années, il a pu fabriquer des automobiles à un prix de revient considérablement inférieur à celui de nos amis du Sud, inventeurs de cette technologie.

Le pays connaît de graves problèmes économiques qui, malheureusement, ne laissent pas de s'aggraver. Les prévisions pour l'an prochain sont mauvaises; le chômage sera bien plus répandu à ce temps-ci l'an prochain qu'il ne l'est maintenant et c'est regrettable; l'inflation sera plus élevée l'an prochain que cette année, ce qui est non moins regrettable; et la partie du budget qui traite de l'énergie mettra à rude épreuve l'unité du pays dans les mois à venir. La situation empirera encore avant de s'améliorer. Nous sommes dans une très mauvaise passe et le gouvernement ne donne aucune orientation. Nous ne savons pas où nous allons. Il est bien difficile de définir les buts du gouvernement libéral. Le premier ministre s'occupe d'une espèce de dialogue nord-sud; il se promène au Brésil en tennis. Personne ne sait vraiment ce qu'il fait; peut-être cherche-t-il des avocats en Autriche. Le ministre des Finances a prononcé un discours sur l'énergie qui a un effet désastreux pour le pays. Le ministre de l'Industrie dit qu'il ne peut arriver à trouver une stratégie de développement industriel tant qu'il sera question de la constitution. Pour autant que nous sachions, il ne se passe rien au niveau des transports, de l'agriculture ou de tout autre secteur de l'économie.

• (1520)

Devant cette incurie, le secteur de l'industrie dans ma région investit de moins en moins dans le pays. Malheureusement, il délaisse peu à peu le Canada en faveur des États-Unis; du moins, il préfère investir chez nos voisins du Sud, en attendant que la situation ici change ou que le gouvernement lui donne certaines directives ou encore une raison d'être. Ailleurs dans le pays, ces événements suscitent le désespoir général. Les sondages confirment ce dont se plaignaient directement à nous nos électeurs; en effet, la plupart des Canadiens craignent, pour l'année prochaine, une aggravation de la situation. Il est rare que les gens soient aussi sombres, car, généralement, ils sont de nature plutôt optimiste et préfèrent croire que ça ira mieux; pourtant, pour la première fois depuis un bon moment, les gens croient volontiers que les choses iront de mal en pis. Il y a vraiment lieu de s'inquiéter de tout cela. Au lieu de se préparer à assumer éventuellement des fonctions plus élevées, comme apparemment cela semble être le cas—en effet, le ministre modifie son image pour se protéger des risques politiques qu'il sera peut-être appelé à prendre—il serait peut-être opportun dans l'intérêt du Canada, à mon avis, que le ministre des Finances se penche sérieusement sur les difficultés qu'éprouvent ses concitoyens.